



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 - Béthune

Lille, le 24 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur

**GÉORISQUES**

#### **SCORI**

Carrière de la Loisme  
B.P. 15  
62620 BARLIN

Références : MCG/DF-B2-061-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement SCORI implanté Carrière de la Loisme B.P. 15 62620 BARLIN. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCORI
- Carrière de la Loisme B.P. 15 62620 BARLIN
- Code AIOT dans GUN : 0007000705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société SCORI (du groupe SUEZ, ex-SITA) exploite sur la plate-forme d'Hersin-Coupigny (62) des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux. Le site se trouve sur le territoire de la commune de Hersin-Coupigny, dans le département du Pas-de-Calais.

Les activités détaillées du site sont les suivantes :

- Prétraitement de déchets pâteux/solides par imprégnation et criblage en vue d'obtenir un combustible solide de substitution valorisé en four de cimenterie ou autres installations autorisées. L'exploitation de ce procédé constitue l'activité principale du site à ce jour ;
- Prétraitement de liquides énergétiques (G 3000) en vue de leur valorisation en cimenterie ;





- Regroupement d'effluents aqueux et liquides faiblement énergétiques (G 2000) en vue de leur élimination dans des installations autorisées ;
- Regroupement de déchets liquides chlorés en vue de leur élimination en installations autorisées ou en valorisation ;
- Regroupement d'emballages souillés ;
- Stockage et transit de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD).

Le premier permis d'exploiter du site a été délivré le 30 janvier 1987. L'établissement a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation le 1er juillet 1998 et de 6 arrêtés complémentaires (les 17/07/2000, 28/12/2006, 04/06/2007, 25/04/2008, 18/11/2009, 03/08/2012 et le 06/08/2014).

Il est classé Seveso Seuil Bas et IED.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Admission des déchets sur site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 4.2	/	Délai de réponse: 30j
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.2	/	Délai de réponse: 30j + 1 observation
Registre	Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 6.1	/	Délai de réponse: 30j + 1 observation
Admission sur site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.5	/	Délai de réponse: 30j

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantités admises sur le site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.1	/	1 observation
Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.2	/	Sans objet
Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.2	/	Sans objet
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.1	/	Sans objet
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.2.1	/	Sans objet
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.2.2	/	Sans objet
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.3	/	Sans objet



Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.4	/	Sans objet
Admission sur site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.5	/	1 observation
Archivage des documents	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.6	/	Sans objet
Déchets prétraités sur la plateforme COMBSU	Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.7	/	Sans objet
Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.6.2	/	1 observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

L'exploitant devra néanmoins fournir des éléments complémentaires.

L'inspection des installations classées proposera également à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement afin de modifier/supprimer des prescriptions obsolètes.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Quantités admises sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité des déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b> Plateforme COVADIS : <ul style="list-style-type: none"><li>- Stockage de solvants : 8 000 t/an</li><li>- Stockage de déchets aqueux : 40 000 t/an</li><li>- Stockage de déchets chlorés : 2 000 t/an</li><li>- Stockage DTQD : 2 000 t/an</li><li>- Imprégnation : 80 000 t/an</li><li>- Broyage de déchets solides (DND) : 35 000 t/an</li></ul> Plateforme COMBSU : <ul style="list-style-type: none"><li>- COMBSU : 60 000 t/an</li></ul>
<b>Constats :</b> La plateforme COMBSU, destinée à l'origine à la fabrication de Combustible Liquide de Substitution (CLS), n'est plus exploitée en tant que telle. Le bâtiment sert au stockage d'eaux souillées.  Afin de justifier des tonnages reçus sur site en 2021, l'exploitant a fourni le récapitulatif des entrées pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021. Les dénominations présentes dans ce récapitulatif ne correspondent pas aux dénominations présentes dans l'arrêté préfectoral. De manière globale, l'inspection a constaté que les tonnages reçus étaient inférieurs aux tonnages autorisés. Par exemple, 4 324 tonnes d'eaux souillées ont été réceptionnées sur le site en 2021 (eaux souillées acides, eaux souillées non salines, eaux souillées salines, eaux souillées spécifiques), ce qui est bien inférieur aux 40 000 tonnes autorisées par an. Ou encore, le site a réceptionné 121 tonnes de déchets chlorés (liquides organiques halogéné, pâteux organique halogéné, et solides organiques halogéné), ce qui est là encore bien inférieur aux 2 000 tonnes de déchets chlorés autorisés. Mais la détermination de la correspondance entre les dénominations du site et les dénominations de l'arrêté préfectoral a pris un temps certain en séance. De plus, l'exploitant n'a pas été capable de nous fournir une définition exacte des Déchets Toxiques en Quantité Dispersée (DTQD).
<b>Observations :1-</b> Il convient qu'un comparatif des tonnages de déchets admis sur site puisse être fait avec les limites de l'arrêté préfectoral de manière aisée. Pour cela, l'exploitant identifie quels déchets (dénomination interne) rentrent sous quelle catégorie de l'arrêté préfectoral et tient à jour un bilan régulier des tonnages. Il peut aussi demander à faire modifier les prescriptions de son arrêté préfectoral afin d'y faire figurer les dénominations qu'il utilise sur site. Dans ce cas, les limites en quantité demandées resteront cohérentes avec les tonnages actuellement autorisés (peuvent être diminuées pour coller au mieux avec ce qui se passe réellement sur le site, mais en aucun cas augmentées sans de nouveaux éléments d'appréciation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### Nom du point de contrôle : Déchets interdits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets interdits
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sont interdits tous déchets susceptibles de contenir :  - des produits radioactifs ou émettant des rayonnements nocifs  - des explosifs  - des peroxydes et perchlorates  - des produits lacrymogènes  - des déchets biologiques ou anatomiques (produits par les hôpitaux, centres de transfusion sanguine, laboratoire médicaux)  - des déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB et PCT.</p> <p>Est également interdite l'admission sur le centre de déchets susceptibles de réagir entre eux pour former des mélanges ou vapeurs toxiques ou détonants, ou qui, d'une façon générale, pourraient nuire aux conditions de fonctionnement des installations ou de leurs annexes.</p> <p><b>Constats :</b> La liste des déchets interdite est connue de l'exploitant. Il a été capable de nous citer la référence de l'article de l'arrêté préfectoral en séance. Les personnes en charge de l'acceptation des déchets ont accès à l'arrêté préfectoral.  Enfin, on retrouve cette liste dans les certificats d'acceptation.</p> <p>Pour ce qui est de la vérification de l'absence de réaction indésirable entre deux déchets, l'exploitant vérifie ce point au moment de l'acceptation des déchets sur site. Un chimiste sait déterminer, en fonction des résultats d'analyses, si deux déchets peuvent provoquer une réaction dangereuse ou non.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déchets admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admissibles sur la plateforme COVADIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Les déchets admis sur le centre ne peuvent avoir pour origine que le producteur du déchet ou des plateformes de transit et/ou regroupement. Seuls les déchets de la famille 15 01 et les déchets 03 01 04* - 03 03 07 - 07 05 14 - 10 03 17* - 10 03 18 - 11 02 03 - 16 03 03* - 16 03 04 - 16 03 05* - 16 03 06 pourront provenir d'un centre de prétraitement.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas porter une vigilance particulière aux déchets provenant des centres de transit ou regroupement. Ils sont acceptés au même titre que les déchets provenant des producteurs initiaux.</p> <p><b>FSMD1 → Il convient de distinguer les déchets provenant des producteurs initiaux des déchets provenant des centres de transit/regroupement, afin de restreindre la liste des déchets acceptés pour les centres de transit/regroupement.</b>  <b>Si l'exploitant juge cette prescription inadaptée, en raison de contrôles systématiques sur les chargements provenant des centres de transit/regroupement par exemple, il demandera à faire évoluer les prescriptions de son arrêté préfectoral, avec tous les éléments d'appréciation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admissibles
<b>Prescription contrôlée :</b> La liste des déchets admissibles sur le centre, figurant à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/11/2009 est complétée pour les plateformes COMBSU et COVADIS par les codes déchets suivants : 06 10 02* - 07 04 13* - 17 05 07* et 17 05 08.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir rentré la liste des codes déchets autorisés sous son logiciel interne Hecate. Ainsi, un code déchet non autorisé ne peut être reçu sur le site. Par sondage, quelques admissions du mois de mars 2022 ont été consultées. Les codes suivants ont été admis sur site : 02 01 08* / 04 02 20 / 05 01 06* / 07 01 01* / 07 01 04* / 07 01 08* / 07 01 10* / 07 01 11*. Ces codes sont autorisés par l'arrêté préfectoral du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets en transit et/ou regroupement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un déchet en transit et/ou regroupement ne pourra être accepté sur le centre qu'aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- obtention du certificat d'acceptation préalable de l'installation de prétraitement ou de traitement à laquelle il est ultérieurement destiné,</li><li>- respect des conditions définies aux paragraphes 3.1, 3.2 et 3.3.2 du présent arrêté.</li></ul>
<b>Constats :</b> Avant d'accepter un déchet en transit, l'exploitant trouve un exutoire pour le déchet en question et effectue les démarches afin d'obtenir un certificat d'acceptation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information préalable
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout déchet destiné au prétraitement sera soumis à la procédure définie ci-après : La procédure d'information préalable se déroulera de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- collecte d'information auprès des responsables des déchets (industriels ou collecteurs)</li><li>- réalisation de prises d'échantillons représentatifs afin de réaliser les tests et analyses d'identification du déchet,</li><li>- rédaction et diffusion d'une fiche d'identification et d'analyse du déchet. Cette fiche aura une validité d'un an à compter de la date de prélèvement des échantillons précités. A l'issue de cette période, la procédure d'acceptation préalable sera renouvelée.</li></ul> La fiche d'identification devra être visée par le producteur et comprendra les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la provenance et l'identité exacte du producteur,</li><li>- le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet</li><li>- le processus d'obtention du déchet</li><li>- une fiche signalétique de sécurité du produit ou des produits constituant le déchet</li><li>- le conditionnement pour le transport</li><li>- les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement</li><li>- le résultat des analyses chimiques complètes et la fourchette des variations admises</li><li>- la ou les filières d'élimination retenues pour le déchet après traitement.</li></ul> Les analyses effectuées lors de l'élaboration de la fiche d'identification devront tenir compte de l'origine des déchets, des renseignements fournis par le producteur (nature physique et chimique), des contraintes liées à la manipulation et au traitement et aux incidences sur les rejets dans l'environnement pouvant résulter du prétraitement et aux filières de traitement retenues.  Seront systématiquement effectuées les analyses portant sur la totalité des critères et éléments définis à l'article 3.3 [abrogé et remplacé par la liste des déchets admissibles APC du 18/11/2009] ou portant sur d'autres éléments seront effectués.
<b>Constats :</b> Le mode opératoire PHE.MO.001 en date du 20/11/18 a été présenté en séance. Il s'agit de l'application de la procédure groupe Acceptation. Elle décrit en fait les rôles de chacun au moment de l'acceptation préalable des déchets.  La fiche d'information préalable 118375, pour le déchet 983323, a été présentée en séance. Elle date du 30/06/2021, et est signée par le producteur. Il s'agit d'un déchet codifié 07 06 12. L'ensemble des informations requises est présent à l'exception : <ul style="list-style-type: none"><li>- de la filière d'élimination retenue pour le déchet après traitement. Cette information figure néanmoins sur la fiche produit, qui est une fiche rédigée par SCORI, et qui est jointe à la FID. De plus, on retrouve le numéro de déchet 983323, ce qui permet de faire le lien entre les deux documents.</li><li>- des résultats d'analyses. En fait, SCORI demande systématiquement un échantillon qu'il analyse au sein de son laboratoire. Le bulletin d'analyse est également joint à la FID. Et de même que pour la fiche produit, on retrouve le numéro de déchet qui permet de faire le lien entre les différents documents.</li></ul> Cette FID a une validité d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Certificat d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b> A la suite de l'établissement de la fiche d'identification et après avoir vérifié la compatibilité du déchet avec les critères d'acceptation fixés par le présent arrêté, un certificat d'acceptation sera délivré. Ce document devra être visé par le chef du centre. [...]
<b>Constats :</b> Le certificat d'acceptation relatif au déchet 983323 a été présenté. Ce certificat est valable jusqu'au 29/06/2022 et est signé par le responsable du site SCORI. Le numéro de déchet permet de retrouver la FID et le résultat des analyses facilement.  L'exploitant s'assure régulièrement de la validité des CAP. Un mois avant la péremption, l'exploitant alerte le client sur la nécessité de renouveler la FID et le CAP. D'autre part, la validité du CAP est renseignée dans le logiciel interne du site (Hecate). Si la date de validité est dépassée, alors il n'est plus possible de réceptionner les déchets sur site. Le logiciel bloque l'admission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôles à la réception des déchets

**Prescription contrôlée :**

3.5.2.1 – L'exploitant établira des procédures et consignes définissant les modalités de réception des déchets. Ces procédures et consignes ainsi que leur mise à jour seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Sur chaque chargement de déchets entrant dans l'établissement, il sera procédé avant déchargement aux contrôles ci-après :

- conformité avec l'annexe de la fiche d'acceptation (et vérification de la compatibilité avec les produits déjà stockés)
- nature, quantité, origine des déchets
- prise d'un échantillon représentatif et conservation au moins 3 mois,
- couleur, odeur, pH, teneur en PCB-PCT, point éclair, ainsi que tout contrôle ou analyse complémentaire conformément au certificat d'acceptation préalable.

Par dérogation à ce qui précède, le contrôle du PCI, du point d'éclair et de la viscosité des déchets aqueux sera effectué en tant que besoin.

Pour un même déchet et par producteur, il sera effectué le contrôle complet des éléments prévus au certificat d'acceptation préalable au moins un fois par an et tous les 500 m<sup>3</sup>.

Les méthodes d'analyses utilisables sont celles des normes AFNOR ou, à défaut, des méthodes ayant reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées.

[...]

**Constats :** Le mode opératoire PHE.MO.011 dans sa version du 20/09/21 a été présentée en séance. Il s'agit de l'application de la procédure groupe vis-à-vis de la réception des déchets sur site.

Il est prévu :

- une vérification de la programmation du camion (vérification de la conformité du chargement au CAP),
- une vérification administrative (notamment BSD ou documents de mouvements en cas de transferts transfrontaliers de déchets),
- une pesée,
- un contrôle de la radioactivité via un radiamètre portable,
- un échantillonnage avec analyses, puis déchargement si analyses conformes pour le vrac. Les conditionnés ne sont eux pas analysés dans l'immédiat. Ils sont d'abord déchargés.

Le mode opératoire PHE.MO.013 dans sa version du 13/11/18 a été présenté en séance. Il décline au niveau local la procédure groupe analyse. Y sont notamment précisés les contenants à utiliser pour l'échantillonnage, et la durée de conservation des échantillons à l'échantillonthèque. Les échantillons prélevés à réception sont conservés 3 mois.

Sur le terrain, il a effectivement été constaté que les échantillons sont conservés dans un local dédié à côté du laboratoire.

Pour ce qui est des paramètres à analyser, les procédures PHE.IM.084 et PHE.IM.065 ont été présentées. La première liste les paramètres analyser avec les valeurs limites que doivent respecter les déchets. Pour information, les déchets traités partent en cimenterie, soit en valorisation énergétique, soit en élimination (cas des eaux souillées qui ont un bas pouvoir calorifique et qui servent à refroidir le process de la cimenterie). Les valeurs limites présentes dans ce document sont inférieures aux valeurs limites présentes dans l'arrêté préfectoral, pour le cas de la valorisation énergétique en cimenterie. La deuxième procédure précise dans quel cas le site analyse tel paramètre (acceptation, réception, etc.). Bien que la procédure PHE.IM.084 précise des valeurs limites en soufre, ce paramètre n'apparaît pas dans la procédure PHE.IM.065. On peut aussi comprendre via cette dernière que les paramètres fluor et métaux ne sont pas analysés systématiquement.



Le jour de la visite, un chargement sous couvert du CAP 983323 a été admis sur site. Le bulletin d'analyse de l'échantillon pris à l'arrivée du camion sur site a été présenté. Sont analysées les teneurs en chlore, brome et iode. En revanche, manquent les teneurs en soufre, fluor, métaux lourds, PCB/PCT, ainsi que l'odeur.

Pour ce qui est des métaux, l'exploitant a indiqué que si au moment de l'acceptation, les teneurs en métaux étaient bien inférieures aux valeurs limites du site, alors aucune analyse des métaux n'est effectuée à réception. En revanche, si les valeurs mesurées en métaux sont proches des valeurs limites en métaux, alors une analyse systématique des métaux sera effectuée.

**FSMD2 → Il convient d'analyser l'ensemble des paramètres disposant d'une valeur limite à l'acceptation et à l'arrivée. Si la disposition « Pour un même déchet et par producteur, il sera effectué le contrôle complet des éléments prévus au certificat d'acceptation préalable au moins une fois par an et tous les 500 m<sup>3</sup> » est utilisée, il convient que ce soit précisé dans les procédures.**

**Observations :2-** Il sera intéressant de mettre à jour le mode opératoire PHE.MO.011 en prenant en compte les évolutions réglementaires, et notamment pour ce qui concerne Trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Moyens de contrôles des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'établissement devra être pourvu des moyens et matériels nécessaires permettant, à la réception des déchets, les analyses et le dosage de tous les éléments et caractéristiques définis par le certificat d'acceptation préalable. Le seuil de sensibilité des moyens et matériels sera au maximum égal à 10 % des teneurs maximum autorisées en éléments et métaux. Ces moyens et matériels seront soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées. Ils devront permettre en règle générale l'obtention de tous les résultats d'analyse dans un délai maximum de 1h à compter du prélèvement de l'échantillon d'analyse.

**Constats :** L'exploitant a présenté un fichier qui retrace les durées d'analyses. Le maximum enregistré est de 55 minutes. Les résultats d'analyses sont donc tous obtenus en moins d'une heure.

De plus l'exploitant réalise des essais afin de vérifier de la précision de ses mesures. Le seuil de sensibilité le plus élevé est mesuré pour le paramètre Fluor, et est de 0,1 %. La valeur maximale de 10 % est donc largement respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## Nom du point de contrôle : Acceptation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Refus de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout refus de prise en charge devra être signalé sans délai à l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant précisera par écrit la nature (code nomenclature + désignation en claire complète), les origines industrielles et géographiques du déchet en cause (nom et adresse du producteur), l'identité du transporteur et le motif du refus.
<b>Constats :</b> A l'heure actuelle, l'exploitant prévient la DREAL en cas de refus de prise en charge d'un camion. A terme, cette alerte sera générée automatiquement par Trackdéchets. Le cahier des refus pour la période du 01/01/2022 au 06/04/2022 a été présenté en séance. Y figurent le code déchet et la dénomination du déchet, le producteur et son adresse, l'identité du transporteur, et le motif de refus. Pour la période considérée, 5 refus ont été enregistrés : 3 refus sont des refus techniques, 1 refus concerne la présence de fûts contenant du styrène, et 1 refus concerne la présence de pierres et briques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admission sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ajout de prescription pour l'article 3.5.2.1 de l'AP du 01-07-98
<b>Prescription contrôlée :</b> La prise d'un échantillon et la réalisation des mesures et analyses prescrites ci-dessus avant déchargement de déchets, ne s'appliquent pas aux déchets conditionnés.  Pour ces déchets, il est procédé au déchargement après vérification du plan de chargement : ils sont alors entreposés sur un emplacement dédié aux déchets en attente de prélèvements et d'analyses.  Les contrôles de conformité du contenu de chaque conditionnement doivent être effectués dans un délai maximal de 48 heures.  En cas de non-conformité au regard des critères d'acceptation du centre de tout ou partie d'un lot déchargé : <ul style="list-style-type: none"><li>- celui-ci sera isolé sur une zone de la plateforme COVADIS clairement identifiée et délimitée au moyen d'une signalisation adaptée, ces mesures d'entreposage provisoire sont complémentaires à l'apposition d'un étiquetage spécifique sur les conditionnements concernés, mettant clairement en évidence la non-conformité,</li><li>- l'exploitant informera le producteur ou le détenteur du déchet ainsi que l'inspection des installations classées du refus et du motif de ce refus,</li><li>- l'exploitant en lien avec le producteur, prend les dispositions nécessaires pour que l'enlèvement des conditionnements refusés intervienne dans un délai maximal d'une semaine à compter de la date de réception.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les déchets conditionnés sont déchargés sur des aires spécifiques, puis sont échantillonnés (cf PHE.MO.011). En revanche, le laboratoire a indiqué que le délai de 48h n'était pas respecté. Un fichier a été présenté, et a permis de déterminer que 95 % des déchets sont pris en charge dans les 3 jours.  <b>FSMD3 → Le délai de 48 heures pour le contrôle de conformité des déchets conditionnés n'est pas respecté. Il convient de changer l'organisation pour que le délai de 48h soit respecté. Si l'exploitant juge ce délai disproportionné, il demandera à faire évoluer les prescriptions de son site, avec tous les éléments d'appréciation.</b>  En cas de non conformité sur les déchets conditionnés, les déchets sont envoyés sur un lieu de stockage dédié. L'accès à la zone serait interdit à toute personne non autorisée, et les conditionnés seraient étiquetés en conséquence. L'exploitant organise en parallèle l'enlèvement de ces déchets non conformes. Néanmoins, le délai d'une semaine est difficile à tenir d'après l'exploitant.  <b>FSMD4 → Si des déchets conditionnés sont non conformes aux critères d'acceptation du site, il convient qu'ils soient évacués sous une semaine. Si ce délai est jugé trop court par l'exploitant, il demandera à faire modifier les prescriptions de son arrêté préfectoral avec tous les éléments d'appréciation.</b>
<b>Observations :3-</b> Il serait intéressant de consigner les actions en mettre en place en cas de déchets conditionnés non conformes aux critères d'acceptation, dans une procédure ou un mode opératoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Archivage des documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Article 3.5.5 de l'AP du 01-07-98 abrogé et remplacé
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les fiches et analyses doivent être archivées
<b>Constats :</b> Les FID et les CAP sont conservés informatiquement. Ils ne sont donc jamais détruits, et il est possible de remonter sans limite de temps aux informations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets prétraités sur la plateforme COMBSU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2012, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Article 3.6.1 de l'AP du 01-07-98 abrogé et remplacé
<b>Prescription contrôlée :</b> Déchets prétraités sur la plateforme COMBSU - teneur en chlore organique < 10 % - métaux lourds < 1 % - point éclair > 55°C - odeur : absence d'odeurs gênantes
<b>Constats :</b> L'activité COMBSU ayant cessé, cette prescription est obsolète.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Acceptation des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 3.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets prétraités sur la plateforme COVADIS

**Prescription contrôlée :**

Les déchets prétraités sur la plateforme COVADIS devront être conformes aux caractéristiques du centre d'élimination auquel ils sont destinés sans pouvoir être supérieur aux valeurs figurant dans le tableau ci-après.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux critères d'acceptation en métaux totaux et en chlore des déchets destinés à la valorisation thermique et à l'élimination en cimenterie pour lesquels les valeurs suivantes s'appliquent :

- Métaux < 1 %

- Chlore – 10 %

Pour la valorisation (chlore, soufre,...) \*Régénération solvants :

Soufre > 1 %

Ensemble des métaux As, Pb, Cu, Sn, Cr, Zn, Ni, Al, Mn < 1 % et chaque métal individuellement < 0,3 %

Cd, Hg, Tl < 50 mg/kg

Cd < 50 mg/kg

Hg < 10 mg/kg

\*Valorisation et élimination en cimenterie :

Chlore < 10 % et soufre < 10 %

Iode + brome + fluor < 1 %

Métaux lourds (1%)

Point éclair > 0°C (ou si < 0°C, la tension de vapeur > Patm)

\*Evapo-incinération :

Chlore < 2 % et soufre < 4 %

Métaux lourds < 1 %

Point éclair > 55°C

\*Incinération en centre spécialisé :

Chlore < 70 % et Soufre < 4 %

Iode + brome + fluor : < 1 %

\*Traitement physico-chimique (cassage d'émulsion, déchromatation, décyanuration, neutralisation, précipitation, décantation)

Cl < 2 % - DCO < 5000 mg/l – Point éclair > 55°C

Métaux lourds < 1 %

Cr6+ > 0,1 mg/l – DCO < 3000 mg/l ou COT < 1500 mg/l

CN > 0,1 mg/l – DCO < 3000 mg/l ou COT < 1500 mg/l

Cr5+ et CN < 0,1 mg/l – DCO < 3000 mg/l ou COT < 1500 mg/l

\*Centre de stockage de classe I : conforme à l'AM du 18/12/92

**Constats :** L'exploitant suit les valeurs limites de cet article pour l'admission de ses déchets. Pour ce qui est du déchet 983323, il sera transformé en CSS pour envoi en cimenterie. Le chlore, le brome, l'iode et le point éclair ont notamment été analysés. En revanche, le soufre et les métaux n'ont pas été analysés.

Cette prescription n'est pas claire. On peut comprendre qu'elle s'applique aux déchets sortants. De plus, elle comporte des critères qui sont obsolètes puisque les déchets ne sont orientés que vers des cimenteries. Il convient de la réviser pour fixer des critères d'acceptation qui sont compatibles avec l'activité réelle du site.

**Observations :4-** L'exploitant communiquera les critères d'acceptation qu'il souhaite voir apparaître dans son arrêté préfectoral (paramètre à analyser, valeur limite). Il démontrera que les équipements de traitement des effluents sont capables d'assumer la charge en polluants contenue dans les déchets entrants.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 6.1 + Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registres

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tiendra les registres suivants :

Registre d'entrée : chaque entrée ou lot de déchet reçu fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement,
- la date de réception des déchets
- le tonnage des déchets
- le n° du ou des bordereaux de suivi des déchets
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et, le cas échéant, son n° de SIRET ou, si le déchet a fait l'objet d'un traitement ou d'une transformation ne permettant plus d'identifier sa provenance, le nom, l'adresse et le n° de SIRET de l'exploitant de l'installation ayant effectué cette transformation ou ce traitement
- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur n° de SIRET
- le nom, l'adresse du transporteur et le cas échéant son n° SIREN et son n° de récépissé conformément aux articles R541-49 à R541-61 du code de l'environnement
- la désignation du ou des modes de traitement ou de la ou des transformations et leur(s) code(s) selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008
- la date du reconditionnement, de la transformation ou du traitement de ces déchets
- le cas échéant, la date et le motif du refus de prise en charge des déchets
- les résultats des tests et analyses de réception
- la référence du certificat d'acceptation, le lieu de stockage.

[...]

\*\*\*\*\*

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-



organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Bon nombre d'informations demandées par l'arrêté préfectoral sont reprises dans la prescription de l'arrêté ministériel du 31/05/2022. Sont néanmoins demandées des informations complémentaires dans l'arrêté préfectoral, comme la date du traitement des déchets, la date et le motif de refus, les résultats des analyses de réception, la référence du certificat d'acceptation, le lieu de stockage.

L'exploitant nous a présenté le Cahier des entrées pour la période du 01/04/2022 au 06/04/2022. Ces informations y figurent, à l'exception de la date de traitement des déchets.

**FSMD5 → Il convient de tenir à jour un document où figurent à minima les informations requises par l'arrêté préfectoral et qui ne sont pas demandées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 (notamment la date de traitement des déchets).**

Pour ce qui est des informations demandées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021, en séance, l'exploitant nous a présenté son registre des déchets pour l'année 2021. Celui-ci dispose de toutes les informations requises par l'arrêté du 29 février 2012 relatif aux registres. Néanmoins, cet arrêté ministériel a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Certaines informations étaient alors manquantes, comme les codes déchets et traitement selon la convention de Bâle par exemple.

Par mail du 08 avril 2022, l'exploitant a fourni le registre des admissions, pour la période du 1<sup>er</sup> trimestre 2022. L'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 31/05/2022 est présent.

**Observations :5-** Certains champs du tableau ne sont pas remplis (manquent parfois des numéros de récépissé transporteurs, de codes de traitement, etc.). il convient d'être rigoureux sur le bon remplissage du registre des déchets.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

